

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 101

[2011/200111]

**22 DECEMBRE 2010. — Décret modifiant la loi du 12 juillet 1973
sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er bis} de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 6 décembre 2001 et modifié par les décrets des 22 novembre 2007 et 22 mai 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° est inséré, après le 18°, un 18° bis rédigé comme suit :

« 18° bis. site candidat au réseau Natura 2000 : site qui a été sélectionné et proposé à la Commission européenne par le Gouvernement wallon en vertu de l'article 25, § 1^{er}, ou a été sélectionné par le Gouvernement wallon en vue de sa désignation en vertu de l'article 25, § 2, et qui a fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* avant le 31 mars 2011 mais qui n'a pas encore été désigné en vertu de ces dispositions; »;

2° au 19°, les mots "pour lequel" sont remplacés par les mots "pour lesquels";

3° est inséré, après le 19°, un 19° bis rédigé comme suit :

« 19° bis régime de protection primaire : ensemble des mesures visant à prévenir la détérioration des habitats naturels, la perturbation significative des espèces pour lesquels le site a été sélectionné, ou toute autre atteinte significative au site, applicables aux sites candidats au réseau Natura 2000 en vertu de l'article 28 bis; »;

4° au 20°, les mots "pour lesquelles" sont remplacés par les mots "pour lesquels";

5° il est inséré, après le 21°, un 21° bis, rédigé comme suit :

« 21° bis. objectifs de conservation : objectifs écologiques concrets fixés à l'échelle du territoire de la Région wallonne et à l'échelle des sites Natura 2000, pour chaque type d'habitat naturel et pour chaque type d'espèce pour lesquels des sites doivent être désignés, en vue d'assurer leur maintien ou, le cas échéant, leur rétablissement dans un état de conservation favorable; »;

6° le 30° est remplacé par ce qui suit : "30° Directive 2009/147/CE : la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;".

Art. 2. A l'article 6 bis, § 3, de la même loi, inséré par le décret du 6 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : "Une réserve naturelle ou forestière sélectionnée comme site candidat au réseau Natura 2000 ou désignée comme site Natura 2000 en tout ou en partie bénéficie du régime de protection primaire ou du régime de conservation tel que prévu par ou en vertu de la section 3 pour la partie désignée comme site Natura 2000.";

2° à l'alinéa 2, les mots "Natura 2000" sont remplacés par les mots "sélectionné comme site candidat au réseau Natura 2000 ou désigné comme site Natura 2000".

Art. 3. A l'article 6 ter de la même loi, les mots "ou le régime de protection primaire d'un site candidat au réseau Natura 2000" sont insérés entre les mots "d'un site Natura 2000" et les mots "et d'autres régimes prévus".

Art. 4. A l'article 25, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "des habitats naturels" et "dans leur aire de répartition naturelle" sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots "Dès qu'ils sont ainsi proposés, ces sites" sont remplacés par les mots "Ces sites candidats au réseau Natura 2000".

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 25 bis rédigé comme suit :

« Art. 25 bis. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe, à l'échelle de la Région wallonne, des objectifs de conservation pour chaque type d'habitat naturel et pour chaque type d'espèce pour lesquels des sites doivent être désignés.

Les objectifs de conservation sont déterminés sur la base de l'état de conservation, à l'échelle de la Région wallonne, des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels des sites doivent être désignés et ont pour objet de maintenir ou, le cas échéant, de rétablir les types d'habitats naturels et les espèces pour lesquels des sites doivent être désignés dans un état de conservation favorable.

Ces objectifs de conservation ont valeur indicative.

§ 2. Sur la base des objectifs de conservation visés au § 1^{er}, le Gouvernement fixe des objectifs de conservation applicables à l'échelle des sites Natura 2000.

Ces objectifs de conservation ont valeur réglementaire. Ils s'interprètent au regard des données visées à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°. »

Art. 6. Dans la même loi, il est inséré un article 25 ter rédigé comme suit :

« Art. 25 ter. Le Gouvernement peut déterminer des objectifs de conservation spécifiques à un ou plusieurs sites Natura 2000. Ces objectifs précisent ou complètent les objectifs de conservation visés à l'article 25 bis, § 2.

Les objectifs de conservation spécifiques du site sont établis sur base des objectifs de conservation visés à l'article 25 bis, §§ 1^{er} et 2, au regard des exigences économiques, sociales et culturelles, des particularités locales du site, ainsi que de ses potentialités biologiques de restauration.

Les objectifs de conservation spécifiques ainsi que ses potentialités biologiques de restauration figurent dans l'arrêté de désignation du site Natura 2000. »

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un article 25 quater rédigé comme suit :

« Art. 25 quater. Sans préjudice de l'article 4, le Gouvernement met en œuvre un système de suivi de l'état de conservation, à l'échelle de la Région wallonne, de chaque type d'habitat naturel et de chaque type d'espèce pour lesquels des sites doivent être désignés.

Le système de suivi prévoit une évaluation périodique de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces pour lesquels des sites doivent être désignés.

L'évaluation de l'état de conservation s'effectue au regard des critères visés à l'article 1^{er bis}, 6° et 10°. »

Art. 8. A l'article 26 de la même loi, rétabli par le décret du 6 décembre 2001 et modifié par les décrets des 31 mai 2007, 22 mai 2008 et 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les sites Natura 2000 sont désignés par le Gouvernement.

L'arrêté de désignation indique :

- 1° le nom propre du site;
- 2° les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, ainsi que leur surface et leur état de conservation tel qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site et les unités de gestion qui les abritent;
- 3° les espèces d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquelles le site est désigné, ainsi que leur population et leur état de conservation tel qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site et les unités de gestion qui les abritent;
- 4° la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site;
- 5° la localisation géographique exacte du périmètre du site reportée sur une ou plusieurs cartes établies au moins au 1/10 000^e et publiées au 1/25 000^e et complétée, le cas échéant, par des prescriptions littérales visant à préciser ce périmètre;
- 6° les unités de gestion, délimitées sur le site en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation du site, leur localisation géographique, complétée, le cas échéant, par des prescriptions littérales visant à préciser leurs périmètres, ainsi que la localisation des principaux types d'habitats naturels que le site abrite reportée sur une ou plusieurs cartes établies au moins au 1/10 000^e et publiées au 1/25 000^e;
- 7° la liste des numéros des parcelles cadastrales comprises dans le site, en mentionnant, le cas échéant, le pourcentage de la parcelle incluse dans celui-ci;
- 8° le cas échéant, en exécution de l'article 25ter, les objectifs de conservation spécifiques du site;
- 9° le cas échéant, en exécution de l'article 28, § 3, les interdictions spécifiques applicables dans ou en dehors du site ainsi que toute autre mesure préventive particulière spécifique à prendre dans ou en dehors du site pour éviter la détérioration des habitats naturels et les perturbations significatives touchant les espèces pour lesquels le site a été désigné;
- 10° le cas échéant, les potentialités biologiques de restauration, par type d'habitat naturel et par type d'espèce pour lequel le site a été désigné;
- 11° compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 25ter, y compris :
 - a) l'élaboration d'un ou plusieurs contrats de gestion active conformément à l'article 27 ou de toute autre forme de contrat conclu par la Région avec des propriétaires ou occupants intéressés en vertu de la présente loi ou d'une autre législation;
 - b) la réforme des mesures de gestion des sites dont la Région assure directement ou indirectement la gestion;
 - c) la mise du site sous statut de réserve naturelle ou forestière conformément aux sections 1^{re} et 2;
 - d) l'adoption par le Gouvernement de mesures particulières de gestion active;
- 12° la commune concernée;
- 13° la commission de conservation concernée.

Les prescriptions visées aux points 5° à 9° ont valeur réglementaire. Les prescriptions littérales visées aux points 5° et 6° l'emportent sur les prescriptions graphiques visées aux points 5° et 6°.

Le Gouvernement peut, après l'avis de la commission de conservation concernée, revoir les prescriptions visées aux points 6°, 8°, 9° et 11° en fonction de l'état de conservation du site, de l'évolution de l'environnement, de l'évolution des connaissances scientifiques ou des techniques de gestion. L'arrêté de révision est soumis aux formalités de publicité du § 2 et, le cas échéant, à la procédure de concertation prévue au § 3. »;

2° dans le § 3, alinéa 3, les mots "à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 8°" sont remplacés par les mots "à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11°", et les mots "les objectifs du régime de gestion active du site tels que définis par l'arrêté de désignation conformément à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7°" sont remplacés par les mots "les objectifs de conservation du site";

3° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots "les objectifs du régime de gestion active du site" sont remplacés par les mots "les objectifs de conservation du site", et les mots "les objectifs du régime de gestion active tels que définis par l'arrêté de désignation conformément à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7°" sont remplacés par les mots "les objectifs de conservation du site".

Art. 9. A l'article 27 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "les objectifs du régime de gestion active du site" sont remplacés par les mots "les objectifs de conservation du site";

2° dans le § 1^{er}, alinéa 3, 1°, les mots "les objectifs du régime de gestion active tels que définis par l'arrêté de désignation conformément à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7°" sont remplacés par les mots "les objectifs de conservation du site";

3° dans le § 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : "Cette révision a lieu d'office si les objectifs de conservation du site sont revus par le Gouvernement en exécution de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 4."

Art. 10. A l'article 28 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "pour lesquelles" sont remplacés par les mots "pour lesquels";

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement établit et définit les types d'unité de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} et arrête les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui sont applicables à chaque type d'unité de gestion.

Conformément à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 9°, il peut, le cas échéant, prévoir dans l'arrêté de désignation des interdictions spécifiques applicables dans ou en dehors de chaque site ainsi que toute autre mesure préventive spécifique à prendre dans ou en dehors du site pour éviter la détérioration des habitats naturels et les perturbations significatives touchant les espèces pour lesquels le site a été désigné. Ces interdictions et mesures spécifiques précisent ou complètent les interdictions et mesures générales et particulières. »;

3° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots "ou particulières applicables en vertu des §§ 2 ou 3" sont remplacés par les mots ", particulières ou spécifiques applicables en vertu du §§ 2 ou 3";

4° dans le § 6, au 2^e tiret, les mots "des objectifs du régime de gestion active visés à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7°" sont remplacés par les mots "des objectifs de conservation du site";

5° il est ajouté un § 7, rédigé comme suit : "Le présent article s'applique sans préjudice de l'article 29, § 2."

Art. 11. Dans la même loi, il est inséré un article *28bis* rédigé comme suit :

« Art. *28bis*. Au titre de régime de protection primaire, les dispositions de l'article 28, §§ 1^{er}, 2, 4, 5, 6 et 7, et l'article 29, § 2, sont applicables aux sites candidats au réseau Natura 2000, sauf dans les parcelles bâties qui sont localisées en tout ou en partie dans leur périmètre.

Le Gouvernement peut modifier le champ d'application et le contenu des interdictions générales et des mesures préventives générales visées à l'alinéa 1^{er} dans le cadre du régime de protection primaire s'il s'avère impossible ou exagérément difficile de les appliquer sans modification aux sites visés à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 12. Dans l'article 29, § 2, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots "des prescriptions à valeur réglementaire de l'arrêté de désignation d'un site Natura 2000," sont remplacés par les mots "des prescriptions à valeur réglementaire de l'arrêté de désignation et des objectifs de conservation du site,".

Art. 13. Dans l'article 31 de la même loi, l'alinéa 3 est complété par les mots "et du régime de protection primaire visé à l'article *28bis*".

Art. 14. A l'article 63 de la même loi, les mots "26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o" sont remplacés par les mots "26, § 1^{er}, alinéa 2, 9^o".

Art. 15. Dans la même loi, il est inséré un article 67 rédigé comme suit : "Le Gouvernement est habilité à modifier les annexes I^e, IIa, IV, V, VIa, VII, VIII, IX et XI pour les adapter aux modifications apportées aux annexes correspondantes des Directives 2009/147/CEE et 92/43/CEE et de la Convention de Berne.

Le Gouvernement est habilité à modifier les annexes IIb, III, IV, VIb et VII lorsque l'évolution de l'état de conservation des espèces présentes en Région wallonne le justifie."

Dans la loi, les termes "79/409/CEE" sont remplacés par les termes "2009/147/CE".

Dans le préambule de l'annexe IIa, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier le point a. de l'annexe suite à l'adaptation au progrès technique et scientifique prévue à l'article 19 de la Directive 92/43/CEE et le point b. de l'annexe suite à l'évolution de l'état de conservation des espèces wallonnes" sont supprimés.

Dans le préambule de l'annexe III, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier l'annexe suite à l'évolution de l'état de conservation de ces espèces" sont supprimés.

Dans le préambule de l'annexe IV, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier l'annexe :

— suite à l'adaptation au progrès technique et scientifique prévue à l'article 19 de la Directive 92/43/CEE, pour ce qui est des espèces devant faire l'objet de limitations de prélèvements en vertu de la Directive 92/43/CEE et/ou de la Convention de Berne;

— suite à l'évolution de l'état de conservation des espèces wallonnes pour ce qui est des espèces reprises dans cette annexe en raison de leur statut en Région wallonne." sont supprimés.

Dans le préambule de l'annexe VII, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier l'annexe :

— suite à l'adaptation au progrès technique et scientifique prévue à l'article 19 de la Directive 92/43/CEE, pour ce qui est des espèces visées par la Directive 92/43/CEE ou par la Convention de Berne;

— suite à l'évolution de l'état de conservation des espèces wallonnes pour ce qui est des espèces reprises dans cette annexe en raison de leur statut en Région wallonne." sont supprimés.

Dans le préambule des annexes VIII et IX, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier l'annexe suite à l'adaptation au progrès technique et scientifique prévue à l'article 19 de la Directive 92/43/CEE." sont supprimés.

Dans le préambule de l'annexe XI, les mots "Le Gouvernement est habilité à modifier l'annexe suite à l'adaptation au progrès technique et scientifique prévue à l'article 15 de la Directive 79/409/CEE." sont supprimés.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 décembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 298 (2010-2011), n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2010.

Discussion.

Compte-rendu intégral, séance plénière du 22 décembre 2010.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 101

[2011/200111]

22. DEZEMBER 2010 — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft (1)

Das Wallonische Parlament hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1*bis* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und vom 22. Mai 2008 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Punkt 18° wird ein Punkt 18°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«18°*bis*. Um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierendes Gebiet: Gebiet, das aufgrund Artikel 25 § 1 von der Wallonischen Regierung ausgewählt und der Europäischen Kommission vorgeschlagen worden ist oder das von der Wallonischen Regierung zwecks einer Bezeichnung aufgrund Artikel 25 § 2 ausgewählt worden ist, und Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* vor dem 31. März 2011 war, aber aufgrund dieser Bestimmungen noch nicht bezeichnet worden ist; »;

2° in Punkt 19° wird in der französischen Fassung der Wortlaut "pour lequel" durch den Wortlaut "pour lesquels" ersetzt;

3° nach dem Punkt 19° wird ein Punkt 19°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«19°*bis*. Regelung für den primären Schutz: die gesamten Maßnahmen, die zum Ziel haben, eine Beeinträchtigung der natürlichen Lebensräume, eine erhebliche Belästigung der Arten, aufgrund deren das Gebiet ausgewählt wurde, oder irgendwelche Gefährdung des Gebiets zu vermeiden, die aufgrund Artikel 28*bis* auf die um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;»;

4° in Punkt 20° wird in der französischen Fassung der Wortlaut "pour lesquelles" durch den Wortlaut "pour lesquels" ersetzt;

5° nach dem Punkt 21° wird ein Punkt 21°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«21°*bis*. Erhaltungsziele: konkrete ökologische Ziele, die auf Ebene des Gebiets der Wallonischen Region und auf der Ebene der Natura 2000-Gebiete für jeden natürlichen Lebensraumtyp und für jeden Artentyp, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen, festgelegt werden, um ihre Erhaltung oder ggf. ihre Wiederherstellung in einem günstigen Erhaltungszustand zu gewährleisten;»;

6° der Punkt 30° wird durch Folgendes ersetzt: "30° Richtlinie 2009/147/EG: Richtlinie 2009/14/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;".

Art. 2 - In Artikel 6*bis*, § 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der erste Absatz wird durch Folgendes ersetzt: "Ein um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierendes Gebiet oder ein ganz oder teilweise als Natura 2000-Gebiet bezeichnetes Natur- oder Forstschutzgebiet hat für den als Natura 2000-Gebiet bezeichneten Teil Anspruch auf die Regelung für den primären Schutz, so wie sie durch oder kraft Abschnitt 3 für den als Natura 2000 bezeichneten Teil vorgesehen ist;";

2° im zweiten Absatz wird der Wortlaut "Die Natura 2000-Gebiete" durch den Wortlaut "Die Gebiete, die als um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierende Gebiete ausgewählt oder als Natura 2000-Gebiete bezeichnet sind," ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 6*ter* desselben Gesetzes wird der Wortlaut "oder die Regelung für den primären Schutz eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets" zwischen die Wörter "eines Natura 2000-Gebiets" und die Wörter "mit anderen im vorliegenden Gesetz oder aufgrund dessen vorgesehenen Regelungen" eingefügt".

Art. 4 - In Artikel 25 § 1 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Absatz werden die Wortfolgen "der natürlichen Lebensräume" und "in ihrem natürlichen Verbreitungsgebiet" gestrichen;

2° im zweiten Absatz wird der Wortlaut "Sobald sie so vorgeschlagen worden sind, werden diese Gebiete" durch den Wortlaut "Diese um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete werden" ersetzt.

Art. 5 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 25*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*bis* - § 1 - Die Regierung bestimmt auf Ebene der Wallonischen Region Erhaltungsziele für jeden natürlichen Lebensraumtyp und jeden Artentyp, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen.

Die Erhaltungsziele werden auf der Grundlage ihres Erhaltungszustands auf Ebene der Wallonischen Region, der natürlichen Lebensraumtypen und der Arten, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen, bestimmt und haben zum Ziel, die natürlichen Lebensraumtypen und die Arten, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen, zu erhalten oder ggf. wiederherzustellen.

Diese Erhaltungsziele gelten als Richtwert.

§ 2 - Auf der Grundlage der in § 1 erwähnten Erhaltungsziele bestimmt die Regierung die auf Ebene der Natura 2000-Gebiete anwendbaren Erhaltungsziele.

Diese Erhaltungsziele haben Verordnungskraft. Sie sind auf der Grundlage der in Artikel 26 § 1 Absatz 2 2° und 3° erwähnten Angaben auszulegen.»

Art. 6 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 25*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*ter* - Die Regierung kann Erhaltungsziele bestimmen, die für ein oder mehrere Natura 2000-Gebiet(e) spezifisch bestimmt sind. Diese Ziele erklären oder ergänzen die in Artikel 25*bis*, § 2 erwähnten Erhaltungsziele.

Die für das Gebiet spezifisch bestimmten Erhaltungsziele werden auf der Grundlage der in Artikel 25*bis*, § 1 und § 2 erwähnten Erhaltungsziele im Hinblick auf die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, auf die lokalen Besonderheiten sowie auf seine biologischen Wiederherstellungsmöglichkeiten festgelegt.

Die spezifischen Erhaltungsziele sowie seine biologischen Wiederherstellungsmöglichkeiten stehen im Erlass zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets."

Art. 7 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 25^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 25^{quater} - Unbeschadet von Artikel 4 führt die Regierung ein System zur Überwachung des Erhaltungszustands auf Ebene der Wallonischen Region für jeden natürlichen Lebensraumtyp und jeden Artentyp, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen, durch.

Das Überwachungssystem sieht eine periodische Bewertung des Erhaltungszustands der natürlichen Lebensräume und der Arten, aufgrund deren Gebiete bezeichnet werden müssen, vor.

Die Bewertung des Erhaltungszustands wird im Hinblick auf die in Artikel 1^{bis}, 6° und 10° erwähnten Kriterien vorgenommen.“

Art. 8 - In Artikel 26 desselben Gesetzes, wiederhergestellt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 und abgeändert durch die Dekrete vom 31. Mai 2007, vom 22. Mai 2008 und vom 30. April 2009 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Die Natura 2000-Gebiete werden durch die Regierung bezeichnet.

Der Bezeichnungserlass gibt Folgendes an:

1° den Eigennamen des Gebiets;

2° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlicher Bedeutung, die sich im Gebiet befinden, und aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, sowie ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume und der Bewirtschaftungseinheiten, die sich im Gebiet befinden;

3° die Arten von gemeinschaftlicher Bedeutung, die sich im Gebiet befinden, und aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist, sowie ihren Bestand und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl bewertet worden sind, gegebenenfalls mit Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten und der Bewirtschaftungseinheiten, die sich im Gebiet befinden;

4° die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben;

5° die genaue geographische Lokalisierung des Umkreises des Gebiets, die auf eine oder mehrere Karte(n) übertragen wird, die in einem Maßstab von mindestens 1:10 000 erstellt und in einem Maßstab von mindestens 1:25 000 veröffentlicht werden, und gegebenenfalls durch buchstäbliche Vorschriften zur genauen Angabe dieses Umkreises ergänzt wird;

6° die Bewirtschaftungseinheiten, die sich im Gebiet befinden, um die Durchführung der Erhaltungsziele des Gebiets zu gewährleisten, ihre genaue geographische Lokalisierung, die gegebenenfalls durch buchstäbliche Vorschriften zur genauen Angabe ihres Umkreises ergänzt wird, sowie die Lokalisierung der wichtigsten Lebensraumtypen, die sich im Gebiet befinden, die auf eine oder mehrere Karte(n) übertragen wird, die in einem Maßstab von mindestens 1:10 000 erstellt und in einem Maßstab von mindestens 1:25 000 veröffentlicht werden;

7° die Liste der Nummern der Katasterparzellen, die sich im Gebiet befinden, ggf. mit der Angabe des Prozentsatzes der im Gebiet eingeschlossenen Parzelle;

8° gegebenenfalls in Ausführung von Artikel 25^{ter} die für das Gebiet bestimmten Erhaltungsziele;

9° gegebenenfalls in Ausführung von Artikel 28 § 3 die besonderen Verbote, die innerhalb oder außerhalb des Gebiets anwendbar sind, sowie jede andere Präventivmaßnahme, die innerhalb oder außerhalb des Gebiets zu treffen ist, um eine Schädigung der natürlichen Lebensräume und bedeutende Störungen für die Arten, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet wurde, zu vermeiden;

10° gegebenenfalls die biologischen Wiederherstellungsmöglichkeiten pro Lebensraumtyp und pro Artentyp, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet worden ist;

11° unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der örtlichen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel, um die durch die Regierung aufgrund Artikel 25^{ter} festgelegten Erhaltungsziele zu erreichen, einschließlich:

a) der Ausarbeitung eines oder mehrerer Verträge zur aktiven Bewirtschaftung gemäß Artikel 27 oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der von der Region mit den interessierten Eigentümern oder Rechtsinhabern kraft des vorliegenden Gesetzes oder einer anderen Gesetzgebung abgeschlossen wird;

b) der Reform der Maßnahmen betreffend die Verwaltung der Gebiete, deren Verwaltung die Region direkt oder indirekt wahrnimmt;

c) der Errichtung des Gebiets als Natur- oder Forstschutzgebiet nach den Abschnitten 1 und 2;

d) der Annahme von Sondermaßnahmen betreffend die aktive Verwaltung durch die Regierung;

12° die betroffene Gemeinde;

13° die betroffene Erhaltungskommission.

Die in den Punkten 5° bis 9° erwähnten Vorschriften haben Verordnungskraft. Die in den Punkten 5° und 6° erwähnten buchstäblichen Vorschriften haben Vorrang vor den in den Punkten 5° und 6° erwähnten graphischen Vorschriften.

Nach Gutachten der betroffenen Erhaltungskommission kann die Regierung die in den Punkten 6°, 8°, 9° und 11° erwähnten Vorschriften je nach dem Erhaltungszustand des Gebiets, der Entwicklung der Umwelt, der Entwicklung der wissenschaftlichen Kenntnisse oder dem Verwaltungsverfahren neu überprüfen. Der Revisionserlass unterliegt den Veröffentlichungsformalitäten von § 2 und gegebenenfalls dem in § 3 vorgesehenen Konzertierungsverfahren.“;

2° In § 3 Absatz 3 wird der Wortlaut „in Artikel 26 § 1 Absatz 2°, 8°“ durch den Wortlaut „in Artikel 26 § 1 Absatz 2 11°“ und der Wortlaut „die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, wie sie im Bezeichnungserlass gemäß Artikel 26 § 1 Absatz 2 7° bestimmt sind“ durch den Wortlaut „die Erhaltungsziele des Gebiets zu erreichen“ ersetzt.

2° In § 3 Absatz 3 wird der Wortlaut „in Artikel 26 § 1 Absatz 2°, 8°“ durch den Wortlaut „in Artikel 26 § 1 Absatz 2 11°“ und der Wortlaut „die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, wie sie im Bezeichnungserlass gemäß Artikel 26 § 1 Absatz 2 7° bestimmt sind“ durch den Wortlaut „die Erhaltungsziele des Gebiets zu erreichen“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 27 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 1. Absatz wird der Wortlaut "die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets" durch den Wortlaut "die Erhaltungsziele des Gebiets" ersetzt;

2° In § 1 Absatz 3 wird der Wortlaut "die Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets zu erreichen, wie sie im Bezeichnungserlass gemäß Artikel 26 § 1 Absatz 2 7° bestimmt sind" durch den Wortlaut "die Erhaltungsziele des Gebiets zu erreichen" ersetzt.

3° in § 4, wird der Absatz 3 durch Folgendes ersetzt: "Diese Revision findet von Amts wegen statt, wenn die Erhaltungsziele des Gebiets durch die Regierung in Ausführung von Artikel 26 § 1 Absatz 4 neu überprüft werden."

Art. 10 - In Artikel 28 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Paragraphen wird in der französischen Fassung der Wortlaut "pour lesquelles" durch den Wortlaut "pour lesquels" ersetzt;

2° § 3 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 3 - Die Regierung erlässt und bestimmt die Arten von Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets gegebenenfalls im Überdruck mit anderen Bewirtschaftungseinheiten befinden könnten, um die in Artikel 25 § 1 Absatz 1 und § 2 Absatz 1 erwähnten Ziele zu erreichen und bestimmt die Sonderverbote und anderen Präventivmaßnahmen, die auf jede Art von Bewirtschaftungseinheit anwendbar sind.

Die Sonderverbote, die innerhalb oder außerhalb jedes Gebiets anwendbar sind, sowie irgendwelche andere Präventivmaßnahme, die innerhalb oder außerhalb des Gebiets zu treffen ist, um die Verschlechterung der natürlichen Lebensräume und die bedeutenden Störungen der Arten, aufgrund deren das Gebiet bezeichnet wurde, zu vermeiden, werden durch den Bezeichnungserlass gemäß Artikel 26 § 1 Absatz 2 9° geregelt. Diese Verbote und spezifischen Maßnahmen erklären oder ergänzen die allgemeinen und besonderen Verbote und Maßnahmen.»;

3° in § 4 Absatz 1 wird der Wortlaut "von den allgemeinen oder besonderen Verboten, die nach § 2 oder § 3 anwendbar sind" durch den Wortlaut "von den allgemeinen, besonderen oder spezifischen Verboten, die nach § 2 oder § 3 anwendbar sind" ersetzt;

4° in § 6 2. Strich wird der Wortlaut "die in Artikel 26 § 1 Absatz 2 7° erwähnten Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung" durch den Wortlaut "die Erhaltungsziele des Gebiets" ersetzt;

5° ein § 7 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "Der vorliegende Artikel findet unbeschadet von Artikel 29 § 2 Anwendung."

Art. 11 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel *28bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *28bis* - Im Rahmen der Regelung für den primären Schutz finden die Bestimmungen von Artikel 28 § 1 § 2 § 4 § 5 § 6 und § 7 und Artikel 29 § 2 Anwendung auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete, außer in den bebauten Parzellen, die sich ganz oder teilweise in ihrem Umkreis befinden.

Die Regierung kann den Anwendungsbereich und den Inhalt der im ersten Absatz erwähnten allgemeinen Verbote und allgemeinen Präventivmaßnahmen im Rahmen der Regelung für den primären Schutz abändern, wenn es sich als unmöglich oder zu schwer erweist, diese ohne Änderung auf die im ersten Absatz erwähnten Gebiete anzuwenden.»

Art. 12 - In Artikel 29 § 2 Absatz 1 desselben Gesetzes wird der Wortlaut "den ordnungsmäßigen Vorschriften des Bezeichnungserlasses eines Natura 2000-Gebiets" durch den Wortlaut "den ordnungsmäßigen Vorschriften des Bezeichnungserlasses und den Erhaltungszielen des Gebiets" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 31 desselben Gesetzes wird der Wortlaut vom Absatz 3 durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Die in dieser Bestimmung erwähnten Zuschüsse dürfen nicht mit anderen Zuschüssen, die die Förderung der Regelung zur aktiven Verwaltung der Natura 2000-Gebiete insbesondere aufgrund von Gesetzgebungen oder Regelungen über das Forstwesen oder die Landwirtschaft oder von der in Artikel *28bis* erwähnten Regelung für den primären Schutz als Gegenstand haben, zugleich bezogen werden."

Art. 14 - In Artikel 63 desselben Gesetzes wird der Wortlaut "26 § 1 Absatz 2 6°" durch den Wortlaut "26 § 1 Absatz 2 9°" ersetzt.

Art. 15 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 67 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Regierung ist befugt, die Anlagen I, IIa, IV, V, VIa, VII, VIII, IX und XI abzuändern, um diese an die Abänderungen, die in den entsprechenden Anhängen zu den Richtlinien 2009/14/EWG und 91/43/EWG und zum Übereinkommen von Bern vorgenommen worden sind, anzupassen.

Die Regierung ist befugt, die Anlagen IIb, III, IV, VIb und VII abzuändern, wenn die Entwicklung des Erhaltungszustands der in der Wallonischen Region vorhandenen Arten es rechtfertigt."

Im Gesetz wird der Wortlaut "79/409/EWG" durch den Wortlaut "2009/147/EG" ersetzt.

In der Präambel der Anlage IIa wird der Wortlaut "Die Regierung ist befugt, den Punkt a. der Anlage nach der in Artikel 19 der Richtlinie 92/43/EWG vorgesehenen Anpassung an den technischen und wissenschaftlichen Fortschritt und den Punkt b. der Anlage nach der Entwicklung des Erhaltungszustands der wallonischen Arten abzuändern." gestrichen.

In der Präambel der Anlage III wird der Wortlaut "Die Regierung ist befugt, die Anlage nach der Entwicklung des Erhaltungszustandes dieser Arten abzuändern." gestrichen.

In der Präambel der Anlage IV wird der Wortlaut "Die Regierung ist befugt, die Anlage wie folgt abzuändern:
— nach der in Artikel 19 der Richtlinie 92/43/EWG vorgesehenen Anpassung an den technischen und wissenschaftlichen Fortschritt, was die Arten betrifft, die Gegenstand von Entnahmebeschränkungen nach der Richtlinie 92/43/EWG und/oder des Übereinkommens von Bern sein müssen;

— nach der Entwicklung des Erhaltungszustands der wallonischen Arten, was die aufgrund ihrer Rechtsstellung in der Wallonischen Region in dieser Anlage angegebenen Arten betrifft." gestrichen.

In der Präambel der Anlage VII wird der Wortlaut "Die Regierung ist befugt, die Anlage wie folgt abzuändern:

— nach der in Artikel 19 zur Richtlinie 92/43/EWG vorgesehenen Anpassung an den technischen und wissenschaftlichen Fortschritt, was die Arten betrifft, die in der Richtlinie 92/43/EWG und/oder dem Übereinkommen von Bern erwähnt sind;

— nach der Entwicklung des Erhaltungszustands der wallonischen Arten, was die aufgrund ihrer Rechtsstellung in der Wallonischen Region in dieser Anlage angegebenen Arten betrifft." gestrichen.

Die Regierung ist befugt, die Anlage je nach der in Artikel 19 der Richtlinie 79/409/EWG vorgesehenen Anpassung an den technischen und wissenschaftlichen Fortschritt abzuändern.

Die Regierung ist befugt, die Anlage je nach der in Artikel 15 der Richtlinie 79/409/EWG vorgesehenen Anpassung an den technischen und wissenschaftlichen Fortschritt abzuändern.

Art. 16 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2010-2011*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 298 (2010-2011), Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. Dezember 2010

Diskussion

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 22. Dezember 2010

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 101

[2011/200111]

22 DECEMBER 2010. — Decreet tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de uitvoering van het stelsel Natura 2000 (1)

Het Waals Parlement heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel *1bis* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 en gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 22 mei 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na 18° wordt een *18°bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *18°bis.* gebied dat in aanmerking komt voor het net Natura 2000 : gebied dat door de Waalse Regering krachtens artikel 25, § 1, is uitgekozen en voorgedragen aan de Europese Commissie, of dat door de Waalse Regering is uitgekozen om krachtens artikel 25, § 2, aangewezen te worden, en dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* voor 31 maart 2011 maar nog niet is aangewezen krachtens die bepalingen; »;

2° in 19° (Franse tekst) worden de woorden "pour lequel" vervangen door de woorden "pour lesquels";

3° na 19° wordt een *19°bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *19°bis* primaire beschermingsstelsel : geheel van maatregelen tot voorkoming van de beschadiging van de natuurlijke habitats, van aanzienlijke verstoringen van de soorten waarvoor het gebied werd uitgekozen of van elke andere belangrijke beschadiging van het gebied, toepasselijk op de gebieden die krachtens artikel *28bis* in aanmerking komen voor het net Natura 2000; »;

4° in 20° (Franse tekst) worden de woorden "pour lequel" vervangen door de woorden "pour lesquels";

5° na 21° wordt een 21°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 21°*bis*. instandhoudingsdoelstellingen : concrete ecologische doelstellingen bepaald op de schaal van het grondgebied van het Waalse Gewest en van de Natura 2000-gebieden, voor elk type natuurlijk habitat en voor elk type soort waarvoor de gebieden aangewezen moeten worden, met het oog op de instandhouding ervan of, desgevallend, het herstel ervan in een staat van gunstige instandhouding; »;

6° 30° wordt vervangen als volgt :

« 30° Richtlijn 2009/147/EG : Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand; ».

Art. 2. In artikel 6*bis*, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : "Een natuur- of bosreservaat dat geheel of gedeeltelijk geselecteerd wordt als gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of als Natura 2000-gebied aangewezen wordt, kan aanspraak maken op de primaire instandhoudingsregeling zoals bepaald bij of krachtens afdeling 3, wat betreft het gedeelte dat als Natura 2000-gebied is aangewezen.";

2° in het tweede lid worden de woorden "Natura 2000" vervangen door de woorden "geselecteerd als gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk of dat als Natura 2000-gebied is aangewezen".

Art. 3. In artikel 6*ter* van dezelfde wet worden de woorden "of de regeling inzake de primaire bescherming van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk" ingevoegd tussen de woorden "een Natura 2000-gebied" en de woorden "en andere regelingen voorzien bij of krachtens voorliggende wet".

Art. 4. In artikel 25, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van de natuurlijke habitats" en "in hun natuurlijke verspreidingsgebied" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "Zodra bedoelde gebieden worden voorgesteld, worden ze" vervangen door de woorden "Die gebieden die aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk worden".

Art. 5. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 25*bis*, luidend als volgt :

« Art. 25*bis*. § 1. De Regering bepaalt op de schaal van het Waalse Gewest instandhoudingsdoelstellingen voor elk type natuurlijk habitat en voor elk soort waarvoor gebieden aangewezen worden.

De instandhoudingsdoelstellingen worden bepaald op basis van de staat van instandhouding, op de schaal van het Waalse Gewest, van de types natuurlijke habitats en de soorten waarvoor gebieden aangewezen moeten worden en beogen de instandhouding of, desgevallend, het herstel in een gunstige staat van instandhouding van de types natuurlijke habitats en de soorten waarvoor gebieden aangewezen moeten worden.

Die instandhoudingsdoelstellingen hebben een indicatieve waarde.

§ 2. Op basis van de instandhoudingsdoelstellingen bedoeld in § 1 bepaalt de Regering instandhoudingsdoelstellingen die toepasselijk zijn op de schaal van de Natura 2000-gebieden.

Die instandhoudingsdoelstellingen hebben een reglementaire waarde. Ze worden geïnterpreteerd ten opzichte van de gegevens bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 2° en 3°. »

Art. 6. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 25*ter*, luidend als volgt :

« Art. 25*ter*. De Regering kan specifieke instandhoudingsdoelstellingen bepalen voor één of meer Natura 2000-gebieden. Die doelstellingen verduidelijken of vullen de in artikel 25*bis*, § 2, bedoelde instandhoudingsdoelstellingen aan.

De specifieke instandhoudingsdoelstellingen betreffende het gebied worden bepaald op basis van de instandhoudingsdoelstellingen bedoeld in artikel 25*bis*, §§ 1 en 2, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen, de plaatselijke bijzondere kenmerken van het gebied, alsook het biologische herstelvermogen ervan.

De specifieke instandhoudingsdoelstellingen, alsook het biologische herstelvermogen, zijn opgenomen in het besluit tot aanwijzing van het Natura 2000-gebied. »

Art. 7. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 25*quater*, luidend als volgt :

« Art. 25*quater*. Onverminderd artikel 4, brengt de Regering, op de schaal van het Waalse Gewest, een systeem tot stand voor de monitoring van de staat van instandhouding van elk type natuurlijk habitat en van elk type soort waarvoor gebieden aangewezen moeten worden.

Het monitoringsysteem voorziet in een periodieke beoordeling van de staat van instandhouding van de natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor gebieden aangewezen moeten worden.

De staat van instandhouding wordt beoordeeld op grond van de criteria bedoeld in artikel 1*bis*, 6° en 10°. »

Art. 8. In artikel 26 van dezelfde wet, opnieuw ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 en gewijzigd bij de decreten van 31 mei 2007, 22 mei 2008 en 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Natura 2000-gebieden worden aangewezen door de Regering.

Het aanwijzingsbesluit vermeldt :

1° de naam van het gebied;

2° de typen natuurlijke habitats van communautair belang die in het gebied voorkomen en waarvoor het aangewezen wordt, alsook de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van het gebied wanneer het geselecteerd wordt, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire natuurlijke habitats in het gebied en de beheerseenheden waar ze voorkomen;

3° de in het gebied voorkomende soorten van communautair belang en waarvoor het gebied wordt aangewezen, alsook hun populatie en staat van instandhouding, zoals beoordeeld op de schaal van het gebied wanneer het geselecteerd wordt, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire soorten die in het gebied aanwezig zijn en de beheerseenheden waar ze voorkomen;

4° de wetenschappelijke criteria op grond waarvan het gebied werd uitgekozen;

5° de nauwkeurige geografische ligging van de omtrek van het gebied, overgebracht op één of verschillende kaarten met een schaal van minstens 1/10 000e en bekendgemaakt op 1/25 000e en, desgevallend, aangevuld met schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van die omtrek;

6° de beheerseenheden, begrensd binnen het gebied opdat de instandhoudingsdoelstellingen gehaald kunnen worden, hun geografische ligging, desgevallend aangevuld met schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van hun omtrek, alsook de plaatsbepaling van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen, overgebracht op een kaart van minstens 1/10 000e en bekendgemaakt op 1/25 000e;

7° de lijst van de nummers van de kadastrale percelen die binnen het gebied liggen, desgevallend met melding van het percentage van het perceel dat binnen het gebied ligt;

8° desgevallend, ter uitvoering van artikel 25ter, de specifieke instandhoudingsdoelstellingen van het gebied;

9° desgevallend, ter uitvoering van artikel 28, § 3, de bijzondere verbodsbepalingen die van toepassing zijn in of buiten het gebied alsook elke andere preventieve maatregel die moet worden getroffen in of buiten het gebied ter voorkoming van beschadiging van de natuurlijke habitats en van aanzienlijke verstoringen van de soorten waarvoor het gebied werd aangewezen;

10° desgevallend, het biologische herstelvermogen, per type natuurlijk habitat en per type soort waarvoor het gebied is aangewezen;

11° rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen, alsook met de plaatselijke bijzondere kenmerken, de middelen voorgesteld om de krachtens artikel 25ter door de Regering bepaalde instandhoudingsdoelstellingen te halen, met inbegrip van :

a) het uitwerken van één of meer actieve beheersovereenkomsten krachtens artikel 27 of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Gewest met de eigenaars of betrokken gebruikers krachtens deze wet of een andere wetgeving;

b) de hervorming van de beheersmaatregelen betreffende de gebieden waarvan het beheer rechtstreeks of onrechtstreeks door het Gewest waargenomen wordt;

c) de erkenning van het gebied als natuurlijk of bosreservaat, overeenkomstig de afdelingen 1 en 2;

d) de aanneming van bijzondere actieve beheersmaatregelen door de Regering;

12° de betrokken gemeente;

13° de betrokken instandhoudingscommissie.

De voorschriften bedoeld onder 5° tot 9° gelden als regel. De schriftelijke voorschriften bedoeld onder 5° en 6° hebben voorrang op de grafische voorschriften bedoeld onder 5° en 6°.

Na advies van de betrokken instandhoudingscommissie kan de Regering de onder 6°, 8°, 9° en 11° bedoelde voorschriften herzien rekening houdend met de staat van instandhouding van het gebied, de evolutie van het leefmilieu, de evolutie van de wetenschappelijke kennis of de beheerstechnieken. Het besluit tot herziening wordt onderworpen aan de bekendmakingsregels bedoeld in § 2 en, in voorkomend geval, aan de overlegprocedure bedoeld in § 4. »;

2° in § 3, derde lid, worden de woorden "in artikel 26, § 1, tweede lid, 8°" vervangen door de woorden

"in artikel 26, § 1, tweede lid, 11°", en worden de woorden "de in artikel 26, § 1, tweede lid, 7° van het besluit tot aanwijzing bedoelde doelstellingen van de actieve beheersregeling" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied";

3° in § 4, eerste lid, worden de woorden "de doelstellingen van de actieve beheersregeling" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied" en worden de woorden "de in artikel 26, § 1, tweede lid, 7° van het besluit tot aanwijzing bedoelde doelstellingen van de actieve beheersregeling" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied."

Art. 9. In artikel 27 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, lid 1, worden de woorden "doelstellingen van de actieve beheersregeling" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen van de site";

2° in § 1, lid 3, 1°, worden de woorden "de in artikel 26, § 1, tweede lid, 7°, van het besluit tot aanwijzing bedoelde doelstellingen van de actieve beheersregeling" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen";

3° in § 4 wordt het derde lid vervangen als volgt: "Die herziening wordt van ambtswege verricht als de instandhoudingsdoelstellingen herzien worden door de Regering ter uitvoering van artikel 26, § 1, lid 4".

Art. 10. In artikel 28 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden, in de Franse versie, de woorden "pour lesquelles" vervangen door de woorden "pour lesquels";

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De types beheerseenheden die afgebakend kunnen worden in een Natura 2000-gebied die, met het oog op het bereiken van de doelstellingen bedoeld in artikel 25, § 1, lid 1, en § 2, lid 1, in voorkomend geval als overdruk op andere types beheerseenheden mogelijk zijn, worden door de Regering vastgelegd en bepaald, evenals de bijzondere verbodsbepalingen en de andere bijzondere voorkomingsmaatregelen die van toepassing zijn op elk type beheerseenheid.

Overeenkomstig artikel 26, § 1, lid 2, 9°, kan de Regering, in voorkomend geval, in het aanwijzingsbesluit specifieke verbodsbepalingen voorzien die van toepassing zijn in of buiten elke site, evenals enige andere specifieke voorkomingsmaatregel die te treffen zijn in of buiten de site om de achteruitgang te voorkomen van de natuurlijke habitats en de significante verstoringen van de soorten waarvoor de site is aangewezen. Die specifieke verbodsbepalingen en maatregelen dienen ter nadere bepaling of aanvulling van de algemene en bijzondere verbodsbepalingen en maatregelen. »;

3° in § 4, lid 1, worden de woorden "de algemene of bijzondere verbodsbepalingen van toepassing krachtens de §§ 2 of 3" vervangen door de woorden "de bijzondere of specifieke verbodsbepalingen van toepassing krachtens de §§ 2 of 3";

4° in § 6, tweede streepje, worden de woorden "de doelstellingen van de actieve beheersregeling bedoeld in artikel 26, § 1, lid 2, 7°" vervangen door de woorden "de instandhoudingsdoelstellingen van de site";

5° er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt: "Dit artikel is van toepassing onverminderd artikel 29, § 2."

Art. 11. In dezelfde wet wordt er een artikel 28*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28*bis*. Als primaire beschermingsregeling zijn de bepalingen van artikel 28, §§ 1, 2, 4, 5, 6 en 7, en artikel 29, § 2, van toepassing op de sites die kandidaat zijn voor het net Natura 2000, behoudens in de bebouwde percelen die geheel of gedeeltelijk in hun omtrek gelegen zijn.

De Regering kan het toepassingsgebied en de inhoud van de algemene verbodsbepalingen en de algemene preventieve maatregelen bedoeld in lid 1 in het kader van de primaire beschermingsregeling wijzigen indien blijkt dat het onmogelijk of overdreven moeilijk is ze toe te passen zonder wijziging op de sites bedoeld in lid 1 ».

Art. 12. In artikel 29, § 2, lid 1, van dezelfde wet worden de woorden "ten aanzien van de als regel geldende voorschriften van het besluit tot aanwijzing van een Natura 2000-gebied" vervangen door de woorden "ten aanzien van de als regel geldende voorschriften en van de instandhoudingsdoelstellingen van de site,".

Art. 13. In artikel 31 van dezelfde wet wordt lid 3 aangevuld met de woorden "en de primaire beschermingsregeling bedoeld in artikel 28*bis*".

Art. 14. In artikel 63 van dezelfde wet worden de woorden "26, § 1, lid 2, 6°" vervangen door de woorden "26, § 1, lid 2, 9°".

Art. 15. In dezelfde wet wordt er een artikel 67 ingevoegd, luidend als volgt: "De Regering is gemachtigd om de bijlagen I, IIa, IV, V, VIa, VII, VIII, IX en XI te wijzigen om ze aan te passen aan de wijzigingen ingevoerd in de dienovereenkomstige bijlagen 2009/147/EEG en 92/43/EEG en de Overeenkomst van Bern.

De Regering is gemachtigd de bijlagen IIb, III, IV, VIb en VII te wijzigen indien dat verantwoord is ten opzichte van de evolutie van de staat van instandhouding van de soorten die in het Waalse Gewest aanwezig zijn."

In de wet worden de bewoordingen "79/409/EEG" vervangen door de bewoordingen "2009/147/EG".

In de aanhef van bijlage IIa vervallen de woorden "Het Waalse Gewest is ertoe gemachtigd om punt a. van de bijlage te wijzigen als gevolg van de in artikel 19 van Richtlijn 92/43/EEG bedoelde aanpassing aan de technische en wetenschappelijke vooruitgang alsook punt b. als gevolg van de ontwikkeling van de staat van instandhouding van de Waalse soorten."

In de aanhef van bijlage III vervallen de woorden "De Regering is ertoe gemachtigd om de bijlage te wijzigen als gevolg van de ontwikkeling van de staat van instandhouding van die soorten."

In de aanhef van bijlage IV vervallen de woorden:

— De Regering is ertoe gemachtigd om de bijlage te wijzigen: - als gevolg van de in artikel 19 van Richtlijn 92/43/EEG bedoelde aanpassing aan de technische en wetenschappelijke vooruitgang, wat betreft de soorten waarvoor maatregelen bestaan om hun onttrekking aan de natuur te beperken krachtens Richtlijn 92/43/EEG en/of het Verdrag van Bern;

— als gevolg van de ontwikkeling van de staat van instandhouding van de Waalse soorten, wat betreft de soorten opgenomen in Voorliggende bijlage wegens hun statuut in het Waalse Gewest.

In de aanhef van bijlage IV vervallen de woorden:

— De Regering is ertoe gemachtigd om de bijlage te wijzigen:

— als gevolg van de in artikel 19 van Richtlijn 92/43/EEG bedoelde aanpassing aan de technische en wetenschappelijke vooruitgang, wat betreft de soorten waarvoor maatregelen bestaan om hun onttrekking aan de natuur te beperken krachtens Richtlijn 92/43/EEG en/of het Verdrag van Bern;

— als gevolg van de ontwikkeling van de staat van instandhouding van de Waalse soorten, wat betreft de soorten opgenomen in Voorliggende bijlage wegens hun statuut in het Waalse Gewest.

In de aanhef van de bijlagen VIII en IX vervallen de woorden "De Regering is ertoe gemachtigd om de bijlage te wijzigen als gevolg van de in artikel 19 van Richtlijn 92/43/EEG bedoelde aanpassing aan de technische en wetenschappelijke vooruitgang."

In de aanhef van bijlage XI vervallen de woorden "De Regering is ertoe gemachtigd om de bijlage te wijzigen als gevolg van de in artikel 15 van Richtlijn 79/409/EEG bedoelde aanpassing aan de technische en wetenschappelijke vooruitgang."

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 december 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 298 (2010-2011), nrs. 1 en 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 21 december 2010.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 22 december 2010.

Stemming.